SECTION SERVICE DES RETRAITES DE L'ETAT

fo.sre@dgfip.finances.gouv.fr

C.T.L

Compte-Rendu

Comité Technique Local
du 15 janvier 2019

VOLET EMPLOIS 2019

Evolution des emplois au SRE

	A	B	C	Dont Contractuels	MAD*	Total
2019	147	255	63	7	14 (+20)	499
2018	138	253	63	7	12 (+8)	466
2017	135	251	65	8	8 (+6)	457

La situation des emplois au SRE est une situation suffisamment exceptionnelle dans notre ministère pour que vos représentants FO vote « POUR » le volet emplois 2019 en séance.
11 emplois supplémentaires (1 attaché principal, 1 IDIV CN, 1IFIP, 6 attachés, 2B) et *14 mises à disposition (MAD)* en provenance de l'Éducation nationale

Néanmoins, nous ne pouvons nous empêcher d'émettre quelques réserves. En effet, il est nécessaire de rappeler que cette situation intervient dans un contexte général de suppressions d'emplois :

2 130 nouvelles suppressions aux finances en 2019 et plus de 10 000 depuis 10 ans.

Par ailleurs, cette pseudo « richesse » d'emplois est le résultat d'une opération de recentrage de la mission retraite au SRE. A la fin des opérations de bascule des employeurs vers le nouveau processus de gestion des pensions, l'administration aura réussi à « libérer 430 emplois nets» au total. Doit-on vraiment se satisfaire de ce constat ? Ces emplois supplémentaires seront-ils suffisants pour absorber la charge de travail transférée en contre-partie ? Les suppressions d'effectifs n'interviendront-elles pas dès la fin de ce recentrage d'activité c'est-à-dire dès 2021 comme après la fusion Trésor / Impôts devenus DGFIP?

Répartition des 11 emplois supplémentaires par Bureau :

Bureau 1A : 1 attaché
Bureau 1B : 1 IDIV CN e+1 attaché
Bureau MRU : 1 attaché principal + 1 attaché
Bureau 2A : 1 IFIP + 1 attaché
Bureau 2C : 1 attaché
Bureau 2D : 1 attaché
2 emplois de B à positionner : différentes fiches de postes seront publiées pour plusieurs bureaux et seront positionnées en fonction des opportunités.

Bureau 1C : pas d'augmentation d'effectif et 1 départ en retraite remplacé
Bureau 2B:pas d'augmentation d'effectif / réorganisation à venir (sujet du CTL du 29/01/2019)

Consommation annuelle des moyens auxiliaires du SRE

Bureau	1B	MRU	2B	Total
Heures	1048	1302	440	2790
ETPT	2,91	3,62	1,22	7,75

Enregistrement Demande de Retraite

Campagne DIR

Mise sous pli / « postalisation » (disparition progressive de l'activité au SRE)

Départs en retraites en 2019 :
- 12 départs certains par RDC
- 30 départs supplémentaires possibles

Situation de la SGCD au Bureau 1B :
Les représentants **FO** ont interrogé la direction du SRE sur les perspectives « d'avenir » des agents de cette unité de travail compte tenu du développement de la dématérialisation de la demande de retraite dans l'ENSAP. Comment l'administration va-t-elle concilier la baisse d'activité progressive de cette unité et le déroulement de carrière de agents ? Réponse du sous-directeur et de la secrétaire générale : cette situation n'est pas perdue de vue. Les demandes de mobilité des agents seront évidemment possibles, l'idée étant de ne pas les bloquer mais d'utiliser les moyens en auxiliaires pour permettre une certaine flexibilité. *Les agents sont donc invités à nous solliciter en cas de difficultés sur ce sujet.*

Guérande : mises à disposition 2019 – Sur quelles missions?
Vos élus **FO** ont à nouveau questionné la direction du SRE sur la nature des fiches de postes proposées aux agents de Guérande qui seront mis à disposition au 1er septembre et ont obtenu la réponse suivante :

- 6 postes au Bureau des retraites (1B)
- 8 postes Bureau mission relation usagers (MRU)
avec une variation possible de 1 entre les 2 bureaux
- fiches de postes connues au 1er février

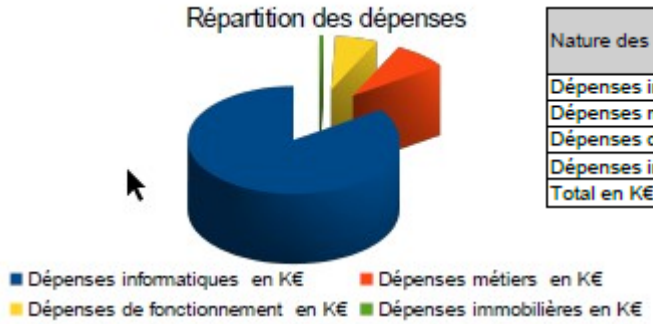
Reste encore la question de quelle mission à la MRU : PMC ou offre de service (simulation et EIR) ?
Le sous-directeur ne nous a pas apporté de réponse concrète mais nous a donné des éléments de contexte :

- augmentation globale de l'activité du PMC de 20 % (contact téléphonique et mail en hausse et courrier en baisse)
- baisse de l'activité offre de service depuis l'ENSAP (30 % entre 2018 et 2019 sur les EIR et 11 % sur les simulations accompagnées)
-

On est donc en droit de penser que les postes proposés par la MRU seront essentiellement tournés vers le PMC.

BUDGET 2019

La dotation budgétaire du SRE est de 4 550 000 € pour 2019 alors qu'elle était de 4 700 000€. Le budget du SRE est en réalité relativement stable car des dépenses initialement prévues en 2019 ont été réalisées dès 2018 (réalisation budgétaire autour de 4 900 000€ en 2018 au lieu de 4 700 000€).



Nature des dépenses	Montant des AE 2019	% du budget
Dépenses informatiques en K€	3 848,00	84,57%
Dépenses métiers en K€	378,15	8,31%
Dépenses de fonctionnement en K€	296,70	6,52%
Dépenses immobilières en K€	27,15	0,60%
Total en K€	4 550,00	100,00 %

Dépenses immobilières (0,60%) : travaux nouveaux locaux La Rochelle (Fétilly) et fluides, location et charges locatives La Rochelle de janvier 2019 (ancien loyer La Rochelle =>4 900€ mensuel + 600€ parking) Pour mémoire, les dépenses immobilières du bâtiment Doumergue dépendent du budget du SG et non du SRE et celles de Guérande toujours du ministère de l'Éducation Nationale pour le moment.

Dépenses métiers (8,31%) : affranchissements, impressions reprographies, déplacements missions

- L'affranchissement représente 50% des dépenses métiers. Il est à noter une nouvelle baisse des frais d'affranchissement en 2019 liés à l'envoi par Clic'esi des documents de la campagne du droit information retraite.
- Les frais de déplacements missions représentent 32 % des dépenses métiers (trajets vers Paris, Guérande, La Rochelle et contrôles de comptes notamment)
- Les « mopieurs » seront changés fin 2019-début 2020. ils seront implantés de manière identique mais évidemment pas en plus grand nombre ! (à suivre...)

Dépenses de fonctionnement courant (6,52%) : achat de mobilier, locations et entretien matériels ; formation et déplacements ; frais transports, prestation journée d'études, journée retraite, réunions ENSAP, animation salons, assurance véhicule

- 100 « bureaux droits » conformes aux préconisations des ergonomes du ministère commandés en 2018 et qui seront installés progressivement
- les frais de déplacements liés aux formations représentent 29 % des dépenses de fonctionnement courant tandis que ceux liés aux prestations de services pèsent 31%)
- achat véhicule de service sur budget 2018 et livré en 2019 (Peugeot Rifter) :12 854 €

Dépenses informatiques (84,57%) : achats et maintenances informatiques, marchés d'assistance maîtrise d'ouvrage (AMOE) et à la maîtrise d'œuvre (AMOE).

Ce poste de dépenses est de loin le plus important du SRE tant par son montant (3,8 millions de dotation pour 2019) que par son poids dans le budget total (près de 85% du budget). Néanmoins, c'est le poste de dépenses qui est le plus difficile à suivre car il est intégré dans des marchés à bons de commandes nationaux. Il est ainsi très compliqué de déterminer combien perçoivent exactement chaque année des sociétés comme CAP GEMINI ou SOPRA-STERIA ?

La direction du SRE a été interrogée par des représentants du personnel sur l'existence ou non de retours d'évaluation sur les renforts apportés par ces entreprises privées compte-tenu des montants importants qui leur sont versés chaque année. Si ces représentants admettent que les compétences requises par l'AMOE dans le domaine technique ou du développement nécessitent sans doute le recours à des prestataires extérieurs, ils sont en revanche très surpris que l'activité d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ne soit pas confiée à des fonctionnaires du SRE. Les ressources existent en partie au SRE pour assurer ses missions. Alors pourquoi ne pas former des fonctionnaires plutôt que de faire appel à des extérieurs.

Les réponses apportées par l'administration sont les suivantes :

- au contact des prestataires le niveau compétences s'accroît au SRE
- cette solution offre plus de flexibilité en fonction de la fluctuation des besoins
- des difficultés à recruter existent sur ces activités
- une recherche d'économie est faite en passant les marchés avec les structures locales sur la base des prix locaux et non parisiens.
- Le budget 2019 connaît une légère réorientation du budget informatique vers l'AMOE

QUESTIONS DIVERSES

Projet MAN-Doumergue : Pas de nouveautés. Un appel à candidatures sera publié en principe en janvier ou février afin de sélectionner 3 candidats pour la réalisation du projet. Ces propositions devront être remises à l'automne 2019 pour un démarrage des travaux prévus à l'été 2020.

Versement des ACF services centraux au SRE : les représentants FO ont été à plusieurs reprises interrogés sur la disparition des ACF services centraux dans un proche avenir. Sans savoir d'où vient cette information, ils ont donc interrogé le Directeur du SRE sur ce point. Réponse du directeur : le SRE reste un service rattaché à l'administration centrale et donc sans changement de son statut (pas à l'ordre du jour), pas de modification du régime indemnitaire.
Si vos représentants **FO** sont un peu rassurés par cette réponse, il n'en sont pas moins naïfs. Les préconisations de la cour des comptes dans son rapport d'activité peuvent (voir notre article du 22/06/2018 «La cour des comptes : le bras armé du gouvernement contre la DGFIP et ses agents ! » **ICI**)

Réorganisation BMRU : interrogé sur une éventuelle réorganisation du bureau relation usager (création d'un poste d'IP, évocation d'une éventuelle réorganisation fin 2019 par le chef de bureau ou transfert de personnel en interne sans passer par la mobilité), le sous-directeur a affirmé qu'aucune réorganisation du bureau hormis le PMC n'est prévue à ce jour.

Ponts naturels : vendredi 31 mai (Ascension) et vendredi 16 août (Assomption)

Vos élus FO au SRE
Titulaires : Julie BILLY et Samantha MARIONNEAU
Suppléants : Anne-Marie JOUAN et Pascal LAGARDE